



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 08/04/2026

ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 Niort

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Partie nominative

SOCIETE ARGENTONNAISE D'AMEUBLEMENT

8 route Val-en-Vignes
Cersay
79290 Val En Vignes

Affaire suivie par : Myriam CHEMINADE
Téléphone : 05 49 79 05 11
Courriel : ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr
Références : 0100023984/MC/2026/ 187
Code AIOT : 0100023984

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 29/01/2026 de l'établissement SOCIETE ARGENTONNAISE D'AMEUBLEMENT implanté Zone Industrielle de la Croix d'Ingand MAUZE THOUARSAIS 79100 Thouars. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.




Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Myriam CHEMINADE, Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres, Sub Chroniques, inspectrice de l'environnement
- Laëtitia HEMON, Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres, Sub Chroniques, inspectrice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Angélique PICHERIT, Directrice industrielle du groupe SOTHOGAM / SARGAM
- Julia BESSIERES, Directrice QSE du groupe
- Jeremy BERTHELOT, responsable Sécurité Environnement du groupe

Le courriel d'échange avec l'administration est apicherit@sothoform.fr.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
 L'inspectrice de l'environnement, Myriam CHEMINADE	 L'inspectrice de l'environnement, Laetitia HEMON	 L'adjoint au Chef de l'unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres Jean-Philippe GIONTA

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 29/01/2026 de l'établissement SOCIETE ARGENTONNAISE D'AMEUBLEMENT implanté Zone Industrielle de la Croix d'Ingand MAUZE THOUARSAIS 79100 Thouars, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Moyens de secours** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014 article : 14
- **Bassin de rétention** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014 article : 22

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai.

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Aménagement de l'Article 43 de l'AMPG du 02/09/2014 (rubrique 2410 - E)** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2024 article : 2.1.1
- **Aménagement de l'Article 45.I de l'AMPG du 02/09/2014 (rubrique 2410 - E)** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2024
- **Nettoyage des locaux - asservissement aspiration** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014 article : 10
- **Accessibilité des engins à proximité de l'installation** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014 article : 12
- **Vérification des installations** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014 article : 17
- **Vérification complète** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014 article : 18

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Moyens de secours** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014 article : 14 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 08/04/2026

ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 Niort

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE ARGENTONNAISE D'AMEUBLEMENT

8 route Val-en-Vignes
Cersay
79290 Val En Vignes

Références : 0100023984/2026/187
Code AIOT : 0100023984

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement SOCIETE ARGENTONNAISE D'AMEUBLEMENT implanté Zone Industrielle de la Croix d'Ingand MAUZE THOUARSAIS 79100 Thouars. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE ARGENTONNAISE D'AMEUBLEMENT
- Zone Industrielle de la Croix d'Ingand MAUZE THOUARSAIS 79100 Thouars
- Code AIOT : 0100023984
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SARGAM, filiale du groupe SOTHOGAM, est spécialisée depuis plus de 70 ans dans **la fabrication de composants bois et dérivés**. La société fournit des solutions à des projets de menuiseries industrielles, aux agenceurs, aux menuiseries généralistes et aux poseurs. Elle développe sa propre gamme de volets intérieurs et de volets de patrimoine, ainsi que des cadres pareclopes / petits bois, destinés aux fabricants de fenêtres pour les marchés de rénovation et de construction. Son site historique et siège social est situé à Cersay.

La construction de ce nouveau site a permis de transférer le site SARGAM sur des terrains situés dans le prolongement de l'entreprise SOTHOFERM (réserve foncière du groupe) sur la commune de Thouars (commune déléguée de Mauzé-Thouarsais). Cela permet à l'exploitant d'optimiser les flux, les conditions de production et de diminuer significativement les transferts de marchandises entre les deux sites complémentaires.

À ce stade, le site accueille environ 50 salariés. Une dizaine de salariés sont toujours en poste sur le site de Cersay, qui reste en activité pour la partie Finition / laquage pour une durée estimée encore à 1 mois.

En effet, la ligne Peinture est encore en cours d'installation sur le nouveau site, dont l'activité devrait être complètement mise en service à la fin du premier trimestre 2026.

Il fonctionne actuellement de 5h à 20h du lundi au vendredi (maximum 21h) et éventuellement le samedi de 6h à 12h en cas de forte charge.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'enregistrement N°E295 du 21 mai 2024. Au titre des ICPE, les activités relèvent de la rubrique 2410 (travail du bois) soumise à enregistrement et des rubriques 1532 (stockage du bois) et 2940 (peinture) soumises à déclaration.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Aménagement de l'Article 43 de l'AMPG du 02/09/2014 (rubrique 210 - E)	Arrêté Préfectoral du 21/05/2024, article 2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Aménagement de l'Article 45.I de l'AMPG du 02/09/2014 (Rubrique 2410 - E)	Arrêté Préfectoral du 21/05/2024	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Nettoyage des locaux - asservissement aspiration	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Accessibilité des engins à proximité de l'installation	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Moyens de secours	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 14	Demande d'action corrective, Projet d'arrêté de mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Bassin de rétention	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22	Demande d'action corrective	1 mois
11	Vérification des installations	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Vérification complète	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique ICPE	Arrêté Préfectoral du 21/05/2024, article 1.2.1	Sans objet
2	Plan général des ateliers et des stockages	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 8	Sans objet
7	Exutoires	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 13	Sans objet
10	Mise en place	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de la visite est de réaliser le récolement de ces nouvelles installations au regard de la situation administrative et des prescriptions définies dans l'arrêté d'enregistrement.

Des équipements, vérifications, consignes, procédures et plans restent à finaliser dans la mesure où le site est encore en phase d'installation.

Des modifications ont été apportées au projet en phase chantier qui doivent être portées à la connaissance de Monsieur le préfet.

La réserve incendie, partagée avec la société SOTHOFERM voisine, n'a pas été équipée des aires d'aspiration et raccords pompiers supplémentaires permettant une intervention rapide sur le site de SARGAM. Sur ce point, l'inspection propose à Monsieur le préfet un arrêté de mise en demeure obligeant l'exploitant à se conformer à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2024, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Vérification de la situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Libellé de la rubrique (Nature activité)	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
2410.1	Ateliers ou l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 250 kW.	Puissance de l'ensemble des machines de travail du bois : 600 kW	E
1532.2.b	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Stockage de matières premières, encours de production et produits finis : 3 000 m ³ + déchets de production, copeaux : silo 240 m ³ + 2 bennes (2*30 m ³) = 3 300 m ³	D
2940.2.b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres	Consommation totale prévisionnelle : Peinture et vernis base aqueuse : 35 t/an Peinture et vernis base solvantée : 3 t/an soit	DC

	procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j	Consommation équivalente prévisionnelle de 92,5 kg/jour (coefficient 1/2 pour les produits sans solvants)	
Régime : E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration)			
<p>Constats : Afin de justifier du respect de sa situation administrative, l'exploitant a transmis par courriel du 03/02/2026 : - la liste des machines dédiées au travail du bois représentant une puissance cumulée de 570 kW ; - l'état des stocks de bois pour un total de 1014 m³.</p> <p>Les activités de peinture relevant de la rubrique 2940 n'ont pas encore été transférées depuis le site historique situé à Cersay.</p> <p>L'inspection a constaté que les deux chaudières initialement prévues de 480kW chacune (pour un total de 0,96 MW) ont finalement été remplacées par 3 chaudières de 330 kW chacune, représentant un total de 0,99 MW, ce qui reste inférieur au seuil de la déclaration au titre de la rubrique 2910-A (1 MW).</p> <p>La situation administrative du site reste inchangée.</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Plan général des ateliers et des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement des installations
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées un plan général des ateliers et des stockages avec une description des dangers pour chaque local présentant ces risques et facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté la version projet du plan d'intervention des secours (bon à tirer). L'exploitant s'est engagé à rendre plus lisibles la désignation des différentes zones et des risques identifiés dans la version finale.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagement de l'Article 43 de l'AMPG du 02/09/2014 (rubrique 210 - E)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2024, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur de cheminée
Prescription contrôlée : En lieu et place des dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2410 (installation où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : «- La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 10 mètres fait l'objet d'une justification dans le dossier accompagnant la demande d'enregistrement, conformément aux dispositions de l'annexe I. Une exception est admise pour la hauteur de conduit d'extraction servant à rejeter les poussières en sortie du cyclofiltre qui peut être inférieure à 10 mètres mais sans être inférieure à 5,5 mètres. »
Constats : Par courriel du 03/02/2026, l'exploitant a transmis un plan des installations qui indique une hauteur des points de rejets en sortie des deux cyclofiltres situées à 5,3 m au lieu des 5,5 m initialement prévus au dossier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant porte à la connaissance du préfet cette modification du projet accompagnée de tous les éléments d'appréciation, notamment sur l'éventuel impact de cette modification sur la dispersion des rejets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Aménagement de l'Article 45.I de l'AMPG du 02/09/2014 (Rubrique 2410 - E)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2024
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : En lieu et place des dispositions de l'article 45.I de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2410 (installation où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : « I. Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.

	Hauteur de conduit d'extraction	Poussières totales
		Valeur limite d'émission
rejet canalisé en sortie du cyclofiltre	5,5 mètres	1 mg / m ³

Un contrôle continu des rejets en poussières est effectué en sortie de cyclofiltre.

Les enregistrements sont conservés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale correspondant à deux fois la période de contrôle périodique par un organisme agréé, telle que prévue au II du présent article.

Une alarme sonore et visuelle se déclenche si la valeur d'émission de poussières dépasse 0,2 mg/m³.

En cas de dépassement de ce seuil de 0,2 mg/m³, une procédure interne d'actions correctives est déclenchée.

Si la valeur d'émission de poussières dépasse le seuil de 1 mg/m³, une alarme sonore et visuelle se déclenche. Un arrêt systématique des machines et du cyclofiltre est effectué, tel que défini dans la procédure interne. L'arrêt des machines est maintenu jusqu'à remédiation du dysfonctionnement.

[...]

Les rejets totaux en poussières de l'installation ne dépassent pas 0,12 kg/h. »

Constats :

Deux cyclofiltres sont mis en service :

- l'un destiné au traitement des poussières aspirées sur les machines travaillant les bois « propres » (bois massifs, non traités) permettant leur valorisation en biomasse,
- l'autre destiné au traitement des poussières aspirées sur les machines travaillant les bois « sales » (médium peint) pour leur traitement en tant que déchets (benne).

Selon les informations de l'exploitant, une alarme visuelle se déclenche dans l'atelier en cas de dépassement de 0,2 mg/m³ et une alarme sonore se déclenche en cas de dépassement de 1 mg/m³. Ces alarmes sont également reportées sur la GTB.

L'inspection a constaté que le contrôle en continu de la concentration en poussières rejetées est réalisé. Les informations sont centralisées sur un logiciel interne.

L'exploitant a présenté l'enregistrement heure / heure des valeurs mesurées pour les journées des 27, 28 et 29/01/2026. Elles présentent respectivement un maximum de 0,051 ; 0,041 et 0,060 mg/m³. Ces mesures de concentration sont conformes à la valeur limite fixée.

L'exploitant a présenté un devis APAVE, validé le 31/10/2025, pour réaliser un contrôle annuel des valeurs limites d'émission et des débits afin de pouvoir justifier du respect du flux maximum autorisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie qu'une alarme **sonore et visuelle** se déclenche dès que la valeur d'émission de poussières dépasse 0,2 mg/m³, conformément à son dossier.

Dans le cas contraire, l'exploitant porte à la connaissance du préfet cette modification du projet

<p>accompagnée de tous les éléments d'appréciation, notamment sur l'éventuel impact de cette modification sur la surveillance des installations.</p> <p>Il établit et transmet la procédure interne d'actions correctives en cas de dépassement de la concentration de 0,2 mg/m³ ou 1 mg/m³ en sortie de silos.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Nettoyage des locaux - asservissement aspiration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des locaux et installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>I. Dispositions supplémentaires pour les équipements susceptibles de dégager des poussières inflammables :</p> <p>A. - Les installations sont débarrassées régulièrement, et au minimum au moins une fois par an, des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières.</p> <p>Les installations sont débarrassées de tout produit ou matières inflammables qui ne sont pas nécessaires au fonctionnement de l'établissement.</p> <p>B. - Sans préjudice des dispositions du code du travail, toutes les dispositions sont mises en œuvre pour limiter l'émission de poussières dans les équipements (capotage, aspiration, système de récupération par gravité...).</p> <p>C. - Des dispositions sont prises pour éviter une explosion ou un incendie et limiter leur propagation et leurs conséquences lorsqu'ils se produisent. Des points d'accès (trappe ou toute autre ouverture) sont prévus pour que les secours puissent projeter des agents extincteurs à l'intérieur des stockages confinés (récipients, silos, bâtiments fermés).</p> <p>D. - Un dispositif d'avertissement automatique signale toute défaillance des installations de captage qui n'est pas directement décelable par les occupants des locaux.</p> <p>E. - Le fonctionnement des machines de production est asservi au fonctionnement des équipements d'aspirations quand ils existent.</p> <p>F. - Les filtres sont sous caissons et sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique) débouchant sur l'extérieur.</p> <p>Le stockage des poussières récupérées s'effectue à l'extérieur de l'atelier, en dehors de toute zone à risque identifiée à l'article 8.</p> <p>Toutes les mesures sont prises pour éviter la formation d'étincelles.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les machines de découpe et de travail du bois installées sont équipées d'un dispositif d'aspiration des poussières ; - le fonctionnement des machines est asservi au fonctionnement des installations d'aspiration et de dépoussiérage, après vérification par sondage ; - la présence de soufflette à air comprimé au niveau de chaque machine ; - le fonctionnement d'un dispositif d'avertissement lumineux en cas de dysfonctionnement du système d'aspiration. L'exploitant indique qu'une alerte est également transmise au système informatique de gestion technique du bâtiment, supervisée par l'équipe de maintenance. <p>Pour autant, l'inspection a constaté que les sols et surfaces horizontales sont empoussiérées. L'exploitant indique rencontrer des difficultés avec le matériel d'aspiration initialement acheté et être en phase de tests pour modifier ses équipements.</p> <p>L'exploitant a transmis les plannings de nettoyage des postes de travail et des abords de fin de journée, et de nettoyage complet du site hebdomadaire (procédure interne). Il précise que les consignes de nettoyage par poste de travail et les modalités de vérification par les responsables de ligne ou les responsables de production sont encore en cours d'élaboration. Il a présenté leur ébauche.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant établit et transmet à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le registre d'enregistrement des dates de nettoyage ; - les consignes d'utilisation de l'air comprimé ou du balai qui doit être limitée à des situations particulières ; - les justificatifs de la mise en place d'un système efficace de nettoyage des installations.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Accessibilité des engins à proximité de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la voie de circulation autour de l'installation est dégagée.</p> <p>Il est à noter que la circulation entre le site SARGAM et le site voisin SOTHOFERM est libre : aucune clôture n'est installée entre les deux sites. L'exploitant justifie cette situation par le fait que</p>

<p>les deux sociétés appartiennent au même groupe SOTHOGAM et que leurs activités complémentaires nécessitent des flux fréquents de matières.</p> <p>L'inspection rappelle que ces deux sites constituent chacun une entité ICPE différente et que l'exploitant doit assurer le contrôle des accès et de la circulation sur chaque site.</p> <p>L'exploitant indique que tout visiteur sur les sites est accompagné par un salarié et que les salariés sont sensibilisés sur les conditions d'accès et de sécurité lors d'un accueil sécurité spécifique par site. Il indique également que seuls les caristes ont besoin de circuler régulièrement entre les deux entités.</p> <p>Selon l'exploitant, un tivoli de stockage de bois exploité par SARGAM est positionné sur l'emprise parcellaire de la société SOTHOFERM.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant renforce les dispositions de sécurité des salariés sur les conditions de circulation restreintes entre les deux sites dans l'objectif de garantir le contrôle d'accès et la circulation des secours sur le site SARGAM.</p> <p>Il s'assure auprès de SOTHOFERM que le volume de bois stocké est bien intégré au volume déclaré par cet exploitant au titre de la rubrique 1532.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Exutoires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'ouvrants de désenfumage, à commande automatique et manuelle.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport final de contrôle technique du bâtiment sur l'installation de désenfumage (rapport SIA du 04/12/2024) qui ne présente pas d'observation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit procéder à la vérification annuelle des installations de désenfumage sans délai.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
Prescription contrôlée : I. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : 1° D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; 2° D'un ou plusieurs appareils fixes de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction ou tout autre moyen équivalent est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Ce dispositif dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m ³ /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement ; 3° D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. II. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Les emplacements des appareils fixes de lutte contre l'incendie et des extincteurs sont matérialisés sur les sols ou les bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes).
Constats : <u>Défense extérieure contre l'incendie :</u> Selon le dossier d'enregistrement du site, le calcul D9 donne un besoin en eau de 540 m ³ . Deux réserves sont présentes sur le site SOTHOFERM, l'une de 500 m ³ à 40 m et l'autre de 500 m ³ à 170 m, disposant chacune d'un point d'aspiration. Dans le cadre de l'instruction du dossier d'enregistrement, le SDIS79 avait émis un avis favorable sur ces installations pour assurer également la défense du site SARGAM, sous réserve d'équipements supplémentaires : dans son dossier, l'exploitant s'est engagé à équiper chacune des réserves de 4 aires d'aspiration de 32 m ² chacune ainsi que de 4 raccords pompiers. Pour la réserve la plus proche du bâtiment SARGAM, des aires devraient être créées dans l'axe Ouest de la réserve afin d'être accessibles par les services de secours depuis le site SARGAM. L'inspection a constaté que les 3 nouvelles aires d'aspiration et raccords pompier supplémentaires

n'ont pas été installés au niveau de la réserve la plus proche, coté bâtiment SARGAM. L'exploitant indique être en attente d'un retour du fournisseur sur ce point.

De plus, cette réserve est entourée d'un grillage et l'unique aire d'aspiration n'est accessible que du coté SOTHOFERM. Un portail doit être manœuvré pour accéder depuis SARGAM. SARGAM ne dispose pas de la clé du portail. En cas d'intervention des secours sur le site de SARGAM, ce manque d'accessibilité à la réserve provoquerait un allongement du délai d'intervention.

La deuxième réserve, située sur le site SOTHOFERM n'a pas été inspectée.

Extincteurs :

L'exploitant a présenté la déclaration de conformité au référentiel APSAD (certificat N4) des 73 extincteurs mis en service (rapport SIMIE du 20/09/2025 à la suite de l'intervention du 17/09/2025).

Robinets d'incendie armés :

Conformément à l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 02/05/2002 relatif aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2940, le dossier d'enregistrement prévoyait la mise en place de robinets d'incendie armés (RIA) dans les zones de stockage et de production, chaque partie de l'installation devant être couverte par au moins 2 lances de RIA.

L'inspection a constaté la présence de RIA mais l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de mise en service. Selon lui, le syndicat de gestion des eaux du Thouet avait confirmé la capacité du réseau à alimenter les RIA, or, à la mise en service, la pression était insuffisante dans le réseau. L'exploitant indique qu'un local surpresseur est en cours d'installation.

Il veillera à ce que le réseau surpressé soit effectivement utilisable en s'assurant auprès du SDIS que la pression prévue est acceptable pour les moyens techniques des services de secours.

Les emplacements des extincteurs sont matérialisés au moyen de pictogrammes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place les aires d'aspiration et raccords pompier équipements tels que prévus dans son dossier d'enregistrement et lui assurant un accès rapide au point d'eau incendie situé à 40 m. Il matérialise les aires d'aspiration pour garantir leur disponibilité permanente.

Sur ce point, l'inspection propose à Monsieur le préfet un arrêté de mise en demeure.

Dès leur mise en service, l'exploitant fait réceptionner les installations modifiées par le SDIS (reconnaissance opérationnelle des installations).

Il précise à l'inspection les modalités d'entretien et de maintenance des installations en lien avec la société SOTHOFERM.

Dès réception, l'exploitant transmet le rapport de mise en service des RIA concluant à la conformité des installations. Celle-ci doit intervenir avant la mise en service des activités relevant de la rubrique 2940.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Projet d'arrêté de mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction ou en cas de sinistre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment. Les dispositifs intérieurs sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement à l'extérieur du bâtiment, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement à l'intérieur du bâtiment, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement à l'extérieur, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;- du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées ou rejetées au milieu naturel après avoir été traités par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. En cas de rejet au milieu naturel, l'exploitant devra justifier de l'absence de pollution créée par ce rejet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence du bassin de 1500 m³ destiné à la collecte des eaux pluviales et au confinement des eaux d'extinction d'incendie (D9A : 774 m³), équipé d'une vanne guillotine en sortie.</p> <p>L'ensemble est cerné par une clôture et un portillon fermé à clé en garde l'entrée. Une corde permet d'aider à sortir du bassin en cas de chute.</p> <p>En revanche, le chemin d'accès à la vanne n'est ni sécurisé ni signalé. Les modalités d'accès à la clé du portail ne sont pas définies.</p> <p>Un test de la vanne de sectionnement a permis de constater son bon fonctionnement le jour de la visite. Aucun outil n'est mis à disposition pour ouvrir le regard. La chaîne qui y sert à la manœuvre de la vanne n'est pas fixée et risque de tomber au fond du regard.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précise les modalités de mise en œuvre de la vanne dans sa procédure d'intervention en cas de sinistre.</p>

<p>Il sécurise l'accès à la vanne de confinement et assure la signalisation de sa position.</p> <p>Il intègre le test systématique de la vanne de confinement dans la procédure d'entretien du bassin.</p> <p>L'inspection recommande également la mise en place d'une bouée de secours au niveau du bassin.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Mise en place de la détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction automatique. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests conformément aux référentiels en vigueur dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément à l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 02/05/2002 relatif aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2940, le dossier d'enregistrement prévoyait la mise en place d'un système interne d'alerte incendie et d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.</p> <p>L'ensemble du site dispose d'un système de détection incendie. L'exploitant a présenté le rapport de mise en service du système de sécurité incendie (rapport CHUBB ref. 4285215094 du 04/09/2025) qui indique que le système est à l'état normal de veille.</p> <p>Seul le local Serveur informatique est équipé d'un système d'extinction automatique, dans la zone Bureaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit procéder au contrôle semestriel de l'installation de détection</p>

automatique en respectant la périodicité réglementaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Vérification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de vérification suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport initial de vérification électrique du 07/08/2025, établi par SOCOTEC à la suite de son intervention du 25/07/2025. Il fait état de deux observations ; - contrôle thermographique, réf. 2025 0915 P491866-F69, établi par ACTEMIUM. <p>Il est à noter que certains équipements n'étant pas encore mis en service, certaines installations n'ont pas pu être contrôlées.</p> <p>En outre, l'exploitant a transmis son contrat de vérification périodique signé avec APAVE en date du 16/10/2025.</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite, il a été constaté que l'installation des panneaux photovoltaïques ne correspond pas à celle initialement prévue. L'exploitant indique que le projet a évolué en cours de chantier par rapport au dossier original déposé.</p> <p>L'installation a fait l'objet d'un contrôle au titre du Code du travail par Qualiconsult en date du 11/04/2025 qui n'identifie pas de non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en conformité les anomalies électriques pouvant générer un risque d'incendie ou d'explosion dans un délai n'excédant pas un mois.</p> <p>Les autres anomalies sont soldées dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date de réalisation de la dernière vérification annuelle des installations électriques du site.</p> <p>L'exploitant justifie que l'installation de panneaux photovoltaïques dont l'implantation a été modifiée est bien conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 05/02/20 définissant les conditions d'exemption aux obligations d'intégrer un procédé de production d'énergies renouvelables ou un système de végétalisation prévues par le code de la construction et de l'habitation pour les installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Vérification complète

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. <i>[Pour mémoire :</i> <u><i>"Article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010</i></u> <i>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</i> <i>« L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</i> <i>« La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. »</i> <i>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</i> <i>« Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque. »</i> <u><i>Article 19 de l'arrêté du 4 octobre 2010</i></u> <i>« En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</i> <i>« Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</i> <i>« Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</i> <i>« Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</i> <u><i>Article 20 de l'arrêté du 4 octobre 2010</i></u> <i>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations « à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 » autorisées à partir du 24 août 2008 « et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 », pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</i>

Article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

« Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

« Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

« La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».

Article 22 de l'arrêté du 4 octobre 2010

« L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.]

Constats :

L'exploitant a présenté la vérification complète Foudre, par APAVE, en date du 17/12/2025 (ref. 135 368672-001-01). Cette version a été établie avant réception des DOE et conclut à la nécessité de mettre à jour l'étude technique foudre.

L'exploitant précise qu'elle devra notamment être complétée après finalisation des travaux d'installation de points de rejets à l'atmosphère des installations relevant de la rubrique 2940.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les ARF / ETF mises à jour à l'issue de la mise en service de ses installations et le cas échéant, les justificatifs de mise en conformité des installations.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit procéder, au plus tard six mois après leur installation, à la vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, des protections mises en place.

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection la notice de vérification et de maintenance ainsi que le carnet de bord.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois